

Rencontre nationale du PCF sur le thème :
Quel monde aujourd'hui ?
Exposé de Patrick Le Hyaric
Le 31 mai 2008

<p>Mondialisation capitaliste Nouvelle phase ou nouveau monde</p>

La question dont nous discutons aujourd'hui, c'est-à-dire celle consistant à donner à comprendre le monde tel qu'il est devenu, est décisive pour l'élaboration d'un projet de changement dans notre pays et pour rechercher de manière absolument indissociable les alliances à construire, les rassemblements à rechercher pour changer le monde, l'Europe et en France.

Nous sommes confrontés à d'importants obstacles idéologiques qu'il ne faut pas sous-estimer.

- a) Chaque individu constate désormais qu'il est, peu ou prou, dépendant de ce qu'on appelle la mondialisation. Les augmentations de salaire sont refusées au nom de salaires plus bas pour le même travail ailleurs. Les délocalisations apparaissent souvent comme une fatalité, dans un contexte de pression sur le pouvoir d'achat. Des produits de première nécessité sont moins chers parce importés, etc. La mondialisation telle qu'elle est vécue, est perçue comme un obstacle majeur à un projet de changement en France. C'est une donnée importante : une grande part du sentiment de fatalité qui nuit au changement provient de ce fait considéré comme « extérieur », en quelque sorte, à la France.
- b) L'effondrement des sociétés qui se réclamaient du socialisme, la pression visant à faire croire que le type de mondialisation actuelle s'impose à tous, le recul du rôle des Etats et de la politique participent de ce doute sur la possibilité de changer radicalement. Ne resteraient que des marges à aménager. Cela nous oblige donc à une grande bataille idéologique et politique pour lever ce fatalisme. C'est

décisif.

- c) Une idée politique majeure doit s'installer en permanence dans notre démarche : il n'est pas possible de faire prévaloir un projet crédible de changement en France s'il n'est pas intimement articulé à un projet de changements possibles, accessibles et souhaitables en Europe et dans le monde.
- d) En même temps, la situation est plus contradictoire et plus ouverte qu'il n'y paraît. On peut considérer que nous entrons tout à la fois dans une nouvelle phase de la globalisation capitaliste mais aussi dans une nouvelle phase de sa crise et de sa contestation.

I/ Quelle est la nature de la phase actuelle de la mondialisation ?

Ce qu'on appelle la mondialisation est un processus entamé depuis très longtemps.

Ce qui est nouveau, c'est la nature de celle que nous subissons aujourd'hui. Elle se caractérise par une volonté de domination, d'extension du capitalisme sur toute la planète. Et ceci est totalement inédit dans l'histoire des hommes.

La fin de l'Union Soviétique, élément majeur pour que puisse se développer cette politique, a servi à nourrir une puissante bataille idéologique planétaire sur le thème que le capitalisme constituait la fin de l'histoire. Et la crise du communisme, celle des partis communistes, n'a pas permis une riposte idéologique à la hauteur de l'attaque.

A en croire les théoriciens de l'époque il ne restait désormais qu'un seul système politique et économique efficace et viable à l'infini : le système actuel du capitalisme.

Ainsi ce qu'on appelle par ce terme général de « mondialisation » est la

combinaison de deux processus. L'extension mondiale du capitalisme et l'application des thèses nord-américaines qui, sous couvert de « liberté », poussent à la déréglementation financière et commerciale.

Depuis les années 1985-1990, les dirigeants nord-américains développent une stratégie pour détenir la suprématie mondiale dans tous les domaines. L'hégémonie suppose de détenir le leadership, certes dans le domaine économique, mais aussi technologique, informationnel, scientifique, culturel et militaire. Ils modèlent toutes les institutions internationales, issues du consensus d'après seconde guerre mondiale, à leur main : la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et font remplacer le GATT par l'Organisation Mondiale du Commerce en 1995. Celle-ci n'est pas placée sous l'égide de l'ONU. En même temps, ils tentent de marginaliser l'organisation internationale du travail. Ils mettent à l'écart les organisations issues des Nations-Unies : l'OMS, la CNUCED, l'UNESCO. En même temps, ils créent un univers idéologique et culturel pour faire accepter leur thèse. Souvenons-nous comment la chaîne de télévision CNN a été le média de référence durant la première guerre du Golfe. C'est à ce moment là que sont poussées les idées « d'économie de marché », « de gouvernance » et dévoyé le débat sur les libertés.

Au plan économique, le cœur du système -dont l'Organisation Mondiale du Commerce est le fer de lance- c'est le libre-échange intégral au service des deux cents grands groupes capitalistes transnationaux -non uniquement américains - qui, en 98, imposaient leur loi aux six milliards d'individus que compte la planète. Dix ans plus tard, le magazine américain Forbes, note que les milliardaires sont passés de 209 à 1125. La fortune cumulée des millionnaires de la planète s'élèverait aujourd'hui à 50.000 milliards de dollars, soit l'équivalent de trois fois et demie le produit intérieur brut (PIB) américain.

Ce mouvement que rien ne semble arrêter s'est accompagné d'une libéralisation absolue des mouvements de capitaux, d'une volonté de marchandisation de toutes les activités humaines, du travail au corps humain, de la privatisation de tous les services publics y compris les services territoriaux, de la réduction drastique des dépenses publiques aboutissant à « moins d'Etat », à un abaissement absolu du coût du travail

pour dégager encore et toujours des marges de profits. Cette libéralisation est en permanence dans les recommandations de la Banque Mondiale et du FMI, auxquels il faut ajouter les plans dits « d'ajustement structurel pour les pays en développement ». Ces orientations sont déclinées dans les politiques nationales avec de redoutables conséquences.

Ainsi, depuis 1987 les salaires en France ont été, au mieux, augmentés de 16% tandis que le CAC 40, qui est né précisément en 1987, grimpeait dans le même temps de 470%. De même, la part des salaires dans le PIB a baissé de 8,6% en Europe depuis 1983. En France sa baisse a été de 9,3%.

Dans cette période des années 1980-1990, les dirigeants français et européens n'affrontent pas ce projet de volonté impériale nord-américaine. Ils en prennent acte et acceptent de s'intégrer dans le cadre organisé par les Etats-Unis, capitulent peu ou prou devant les thèses nord-américaines.

C'est dans ces années-là qu'est adopté le traité unique européen, puis, dès le début des années 1990 que se négocie le traité de Maastricht, avec la mise en place de la Banque Centrale Européenne et de l'euro, présentés comme un contrepoids mais qui en fait sont calqués sur les orientations des institutions internationales. C'est en 1991, un autre fait marquant, sous-estimé aujourd'hui, la première guerre du Golfe. C'est aussi le moment de la soumission européenne face aux Etats-Unis dans la crise yougoslave. Ainsi, au moment même où l'Union européenne pouvait s'affirmer, elle abdique ses responsabilités et s'en remet aux USA sur la question de la sécurité d'une partie de l'Europe.

L'autre élément marquant de cette période est la montée en puissance de la révolution informationnelle qui bouleverse les relations entre les hommes, les entreprises, la circulation monétaire.

L'accélération de cette mondialisation s'est accompagnée de la mise en place d'un capitalisme de plus en plus financier qui a justement pu franchir un saut qualitatif considérable avec la révolution des technologies de l'information et de la communication. Celle-ci permet en effet des gains de coûts considérables. Jumelée avec une mise en concurrence de plus en plus

grande des salariés dans le monde entier, elle a permis le relèvement des taux de profits.

Des crises et des contradictions nouvelles

La liberté totale de circulation des capitaux qui a été présentée comme un moyen de développement est la cause directe de crises financières successives et de la crise économique : 1997, la crise financière asiatique ; 1998 la faillite des fonds spéculatifs ; 2000 la crise du Nasdaq et l'explosion de la bulle internet. En 2001, la crise qui touche l'Argentine est le déclencheur du basculement de l'Amérique Latine vers une gauche qui accède au pouvoir sur la base de mesures de lutte contre la pauvreté, le progrès social et la reconquête de la souveraineté économique. A chacune de ces crises correspondent des initiatives de remilitarisation aux Etats-Unis et ailleurs. Et aujourd'hui de nouvelles crises interbancaires dégénèrent en crises financières qui elles-mêmes dégénèrent en crise générale. Les spéculateurs, délaissant le marché immobilier, vont faire des profits sur les matières premières, le pétrole et sur les matières premières alimentaires.

Ces crises sont des crises qui touchent au cœur de l'accumulation capitaliste et qui voient plusieurs phénomènes intervenir simultanément. (*La réunion nationale du 15 mai, à l'initiative du secteur économique, a donné beaucoup d'éléments sur celles-ci.*)

Mais du même coup cela fait monter des contestations partout dans le monde sur le coût des carburants et des matières premières agricoles ou la crise du logement par exemple.

Dans le même ordre d'idée, il faut noter l'orientation de la Chine qui ne s'accommode pas totalement de l'ordre financier établi par les dirigeants occidentaux. Notons aussi l'échec de l'intégration de la Russie dans cette stratégie. La montée de choix autonomes de gauche, aux portes des Etats-Unis, dans tous les pays d'Amérique Latine, à l'exception de la Colombie. Le poids montant de l'Inde et des changements sur le continent africain. Il convient également de noter, ces jours-ci, la tentative de rapprochement entre la Russie et la Chine.

Après la crise financière asiatique des pays comme la Malaisie ont rétabli le contrôle des changes. Contre le FMI, plusieurs pays d'Amérique Latine ont créé la Banque du Sud. Des initiatives similaires se cherchent en Asie. Un combat acharné se mène contre le traité du libre commerce que veulent imposer les Etats-Unis à l'Amérique du Sud.

Ainsi des pôles significatifs en opposition avec le modèle occidental se constituent dans le monde. Cela doit retenir notre attention.

II/ Des résistances, des antagonismes nouveaux, des éléments nouveaux de la lutte des classes.

A y regarder de près, un nouveau champ de débats et d'actions s'ouvre à notre activité sur un enjeu contemporain fondamental : l'efficacité ou non du capitalisme et des politiques mises en œuvre en Europe et en France.

Les forces du capital et les néoconservateurs dans le monde ont soutenu leurs orientations par une formidable bataille idéologique qui est aujourd'hui en difficulté. La contestation de l'ordre économique mondial est plus grande depuis le mouvement de Seattle. Il y a l'échec du cycle OMC de Doha dit du développement pour libéraliser l'agriculture et les services notamment.

La prise de conscience et l'action contre l'uniformisation culturelle, la brevetabilité du vivant, pour l'annulation de la dette des pays pauvres, l'exigence de souveraineté alimentaire sont autant d'exigences qui s'expriment de manière forte bien que non concertées : c'est que la mondialisation rend le « monde plus petit », si on peut dire. Elle rend plus forte et accessible l'idée d'une communauté de destin entre les individus et les peuples.

Entre la crise financière de 1991 et l'intervention en Irak en 2003, la contestation du modèle nord-américain ultralibéral dominant qui fait école en Europe et l'ultralibéralisme s'est plutôt amplifiée.

L'une de ces manifestations la plus nette en Europe aura été le rejet par le peuple français du projet de Constitution européenne en mai 2005. Avant cela, la France soutenue par une multitude de manifestations dans toute l'Europe avait pris une posture marquante de résistance avec le refus de suivre l'administration américaine dans l'engagement de la guerre en Irak.

Dans tous les domaines éclatent des contradictions mettant en lumière les limites du capitalisme actuel qui est en crise.

La conscience grandit aussi que le type de développement productiviste à court terme met en péril la survie de la planète.

C'est ainsi qu'un homme comme Alain Greenspan, l'ancien directeur de la Réserve Fédérale Américaine (la FED) en vient à s'interroger en disant ses craintes devant cette folle politique, qui risque d'aboutir ; selon lui, je le cite : « à une montée des ressentiments, aux Etats-Unis comme ailleurs, contre le capitalisme et le marché ».

Qui veut l'hégémonie doit aussi l'avoir dans le domaine militaire. Ainsi les dépenses d'armement ont atteint 1 100 milliards de dollars en 2006. Elles sont « justifiées » par les Etats-Unis par les besoins de la lutte contre le terrorisme, de la lutte du « Bien » contre le « Mal » qui serait la grille de lecture unique du monde actuel, de ses soubresauts terribles et des conflits qui n'en finissent pas. Or, loin de stabiliser le monde, elles alimentent le commerce des armes et aussi la recherche de l'arme nucléaire par un plus grand nombre de pays. Elles engendrent l'insécurité internationale.

La volonté délibérée de porter des coups au droit international, fondé sur des valeurs humanistes et de civilisation partagée, pousse à la loi de la jungle, à la montée des nationalismes et des fondamentalismes. Le droit de la force s'impose contre la force du droit.

Toutes ces contradictions – rapidement évoquées ici et je n'ai ni parlé de l'hégémonie technologique et culturelle également recherchée– ces contradictions donc engendrées par le capitalisme mondialisé, dans le cadre d'une crise qui le mine, ouvrent des possibilités d'interventions nouvelles à

un moment où les enjeux de classes coïncident désormais clairement avec les enjeux de civilisation.

Des évolutions dont ne tiennent pas compte les dirigeants européens

Au lieu de tenir compte de ces contradictions, les dirigeants français et européens ont une vision dépassée du monde tel qu'il évolue. Ils continuent de se soumettre à une vision politique ultralibérale du monde. C'est vrai dans tous les domaines. Il en résulte un cruel recul de civilisation comme nous n'en avons jamais connu.

Le président de la République, M. Sarkozy calque avec zèle sa politique sur l'ultralibéralisme des institutions internationales inspirées par les thèses nord-américaines. Pourtant de partout on pousse des cris d'alarme sur le thème : « il ne faut pas aller trop loin au risque de mettre en cause le système ». Ainsi le 21 mai dernier, une pléiade de 21 personnalités, anciens chefs d'Etat, prix Nobel, ministres de l'économie publie un rapport appelant à mettre un frein au libéralisme de la fin du 20^{ème} siècle. M. Sarkozy réduit les moyens de l'Etat, veut le démanteler. Ces personnalités internationales écrivent, je cite : « La principale de nos conclusions est que la croissance indispensable pour faire reculer la pauvreté et assurer un développement durable, réclame un Etat fort ».

Au moment où la politique de Bush est contestée partout dans le monde, M. Sarkozy fait réintégrer la France dans l'OTAN, soutient les USA en Afghanistan et en Irak et ne prend aucune initiative marquante pour que la Palestine dispose enfin d'un Etat.

Et l'Union européenne continue d'être adossée à ce cadre. Le traité de Lisbonne en est la copie conforme.

Loin de constituer une protection face aux USA et aux règles de l'OMC. l'Union européenne se coule dans le moule de ces règles. Le traité de Lisbonne ouvre la voie à l'acceptation de toutes les exigences américaines et à celles des multinationales à l'OMC qu'il s'agisse des droits sociaux, des services publics avec le projet AGCS ou encore de son arrimage à

l'OTAN. Du coup elle n'est donc pas la protection qu'elle devrait être contre la mondialisation capitaliste. Elle est au contraire un vecteur politiquement déterminé de cette mondialisation.

L'actuel type de construction européenne n'est donc pas adapté au monde tel qu'il évolue, aux exigences de coopération, notamment avec la Russie, la Chine et les pays du Sud.

L'Union européenne - pourtant première puissance mondiale - n'est pas un acteur mondial qui se donne l'objectif de changer la donne actuelle et de peser, comme elle en a le poids et la force mais pas la volonté, sur le cours des choses.

Ce type de construction européenne risque d'imploser sous le poids de ses contradictions. Et parce que nous cherchons à promouvoir d'autres solutions pour l'Europe nous sommes de ceux qui permettent, à l'inverse, de la poursuivre. Nous pouvons devenir et être replacés comme les meilleurs porteurs d'une authentique Europe pour les peuples et pour le progrès social.

III/ Une nouvelle phase qui ouvre un vaste espace de rassemblement pour l'élaboration et l'action pour un autre monde.

Mon hypothèse est bien que nous sommes rentrés dans une nouvelle phase qui peut ouvrir la porte à un monde nouveau, à condition évidemment de mener un grand travail idéologique, politique de mobilisation et de solidarisation des salariés, des peuples à partir de ces contradictions, de leurs besoins et aspirations. Il ne faut avoir aucune illusion, ce capitalisme cherchera toujours en lui-même des réponses pour se renouveler.

C'est un fait, les contradictions capital/travail s'aiguisent. Les contradictions sont telles entre la recherche de la rentabilité du capital et le saccage de la nature que la crise écologique menace la planète elle-même. La pression sur les prix des produits de première nécessité va relancer, avec force, les exigences de relèvement des salaires et des revenus partout ainsi

que l'idée d'un autre type de développement respectueux des être humains, des cultures, des nations, de la planète. Les résistances aux volontés dominatrices des Etats-Unis est beaucoup plus important qu'on ne pouvait l'imaginer dans les années 1990. Bref, la lutte des classes va prendre des contours nouveaux, des forces nouvelles, une nouvelle vigueur. Cela peut ouvrir un champ nouveau au débat sur le nécessaire dépassement du capitalisme.

Parce qu'elle pousse au partage des savoirs et des cultures, la révolution des technologies de l'information et de la communication est un atout pour un projet émancipateur. Elle convoque un monde de coopération, de partage entre les hommes et les Etats. Elle permettrait de dégager des moyens financiers importants pour alimenter les comptes publics ou sociaux, pour aider au financement de la formation et de la recherche sur toute la planète.

L'affirmation des valeurs humaines universelles qui se fait jour, doit être soutenue, portée avec plus de force. C'est à partir de cela qu'il sera possible de solidariser les peuples dans l'action pour un projet politique nouveau. Le combat pour donner un caractère effectif à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est pleinement d'actualité.

L'idée positive que nous vivons sur une même planète commune, que nous sommes un même genre humain peut devenir un point d'appui considérable pour les luttes d'émancipation humaine à l'opposé des « murs » entre les êtres humains que construisent les dirigeants du monde capitaliste partout.

En fait, je le redis, les enjeux de classe ont partie liée, sont imbriqués avec les grands enjeux de civilisation.

IV/ Du local au mondial, un même sens aux luttes d'émancipation humaine.

Les luttes locales, régionales, nationales nourrissent le projet d'un autre monde possible. Et l'action internationale des peuples unis peut permettre de modifier des choix européens et nationaux et leurs conséquences

aujourd'hui négatives.

Il y a plus que jamais une intime dialectique entre ces niveaux d'action et de rassemblement.

Le projet d'émancipation humaine à élaborer, à mettre en débat, devrait affirmer et faire vivre plusieurs principes fondamentaux, articulant luttes locales et mouvement universel.

- De grandes actions devraient être lancées pour la réalisation du droit effectif au travail humain, à des formations de qualité pour toutes et tous, sur toute la planète. De ce point de vue, ne sous-estimons pas la qualité nouvelle des luttes pour la régularisation des sans-papiers, animée par la CGT, des associations, des organisations communistes, tout en travaillant à la connecter à un projet mondial de coopération et de co-développement, soutenable, durable, solidaire. A l'opposé de la mise en concurrence généralisée des salariés, c'est-à-dire en jouant sur les différences de rémunération de la force de travail, ne doit-on pas porter avec plus de force dans des luttes locales, dans des entreprises, à l'échelle du pays, de l'Europe et du monde, l'enjeu d'un paiement de la force de travail et des protections sociales, validés partout dans le monde. Dans ce cadre, ne pourrait-on pas travailler des méthodes et l'efficacité d'un SMIC de base européen ?
- L'enjeu de type de développement et donc de la manière de produire les richesses doit désormais être mis en débat avec plus de force (*Alain Hayot en parlera*).

Mais nourrir les luttes actuelles sur les retraites, la protection sociale, les salaires et favoriser un débouché politique, devrait nous conduire à porter avec plus de force la question du partage des richesses. L'écart entre les niveaux de profits en hausse et la pression à la baisse sur les rémunérations n'a jamais été aussi fort. D'après le FMI, la part de salaires dans le produit intérieur brut des pays du G7 a diminué de près de 6% depuis 1983, comme je l'ai déjà dit. Cette part a diminué de 9,3% en France. On évalue à 170 milliards d'euros

les sommes qui ont été transférées du travail vers le capital. Cela fait plus de dix fois le déficit des caisses de sécurité sociale et vingt fois celui des caisses de retraite.

Ajoutons que l'actuelle crise financière qui touche les banques, les fonds de placement, les fonds de pension, plaide pour le maintien du système de retraites par répartition, qui seul permet de garantir l'avenir des retraites pour les générations à venir.

- L'enjeu alimentaire comme celui de l'eau doit être considéré comme prioritaire. Il faut mesurer l'ampleur de cette urgence. Plus d'un milliard d'être humains souffre de la faim à en mourir. Cela ne durera pas. Cette insupportable situation est potentiellement porteuse de nouveaux conflits et de guerre. Cela nécessite la reconquête de souveraineté alimentaire de pays ou groupes régionaux. L'agriculture et l'alimentation doivent être sorties des négociations de l'OMC. Le débat doit avoir lieu à l'agence de l'ONU, chargée des questions agricoles et alimentaires, la FAO. Nous aurons à nous exprimer à nouveau, lors de la réunion de Rome, la semaine prochaine. Une nouvelle politique agricole commune doit porter l'idée d'une agriculture ayant une mission d'intérêt public et faire cesser la mise en friches de terre, les réductions de production et l'élimination des petites exploitations, tout en recherchant des systèmes de coopérations positifs avec les pays en développement, en cessant de les piller et de détruire leur agriculture vivrière, notamment en Afrique.

- Au-delà, ne devons-nous pas avancer l'idée de conquête de pleine souveraineté économique, combinée avec des coopérations nouvelles ?

- Une grande action locale et planétaire coordonnée pour soustraire de l'accaparement du privé et de la marchandisation des sphères décisives pour la vie humaine et le devenir de la planète, pourrait devenir aujourd'hui un objectif politique crédible. Cela va des matières premières jusqu'à la « non brevetabilité » du vivant humain, animal et végétal, le respect des océans, de la biosphère.

- De même, des conditions nouvelles pour faire considérer l'eau, l'éducation, l'énergie, la santé, la culture, l'alimentation, mais aussi l'accès à un nouveau type de crédit comme biens communs, contre la privatisation et la marchandisation généralisée, nous pourrions les faire vivre dans le cadre d'une appropriation sociale, notamment par des services publics nouveaux et de type nouveau dans la conception européenne et mondiale. En ce sens, les luttes actuelles contre la réduction des dépenses publiques et les privatisations des services publics sont décisives.
- Nous pourrions mettre en débat la création, sous l'égide de l'ONU, d'un « fonds de service sanitaire mondial » qui permettrait de mettre à disposition de tous les médicaments déclarés essentiels par l'OMS, en premier lieu ceux concernant le SIDA et d'autres maladies qui reprennent malheureusement de la vigueur ?
- Le système institutionnel mondial devrait avoir comme visée la définition de nouvelles conditions économiques et financières pour un nouveau développement durable et soutenable, la satisfaction des besoins humains, l'accès de tous au patrimoine commun, à la connaissance, la recherche et la préservation de la planète. Cela implique de la transformer profondément grâce à sa démocratisation.
- Cette même exigence démocratique doit être portée au cœur même de la vie des transnationales avec des initiatives syndicales et politiques de solidarisation de salariés de différents pays et aider à porter le débat sur les droits des salariés, sur la gestion dans ces entreprises. De ce point de vue un retour des profits des transnationales qui doivent être ponctionnées, au service des peuples qui ont produit leurs richesses dans des conditions trop souvent inhumaines.

Dans le même ordre d'idée, ne devons nous pas porter avec plus de force l'idée de la transformation des systèmes bancaires internationaux, avec des appropriations sociales, des banques dont on voit qu'ils sont au cœur de la crise financière, des systèmes de contrôle public et citoyen pour un crédit public nouveau visant non

plus la spéculation mais le développement humain, de nouvelles politiques industrielles et de service, l'agriculture, les technologies nouvelles, le travail, la recherche, l'incitation à la mise en œuvre de critères écologiques. La question du relèvement de l'impôt sur le capital est désormais primordiale pour des choix de justice.

- L'idée d'un fond mondial contre la pauvreté, alimentée par une taxation des mouvements de capitaux, pourrait prendre plus d'ampleur. Elle pourrait être articulée avec des actions pour une autre fiscalité et un autre type de crédit en France et en Europe. L'action contre la pauvreté et les inégalités qui doit être au cœur de tout projet humain est aussi un élément essentiel de la sécurité collective et d'un monde harmonieux.
- Dans ce cadre, l'hégémonie du dollar comme monnaie mondiale doit être contrée par la création d'une monnaie commune mondiale, comme l'a proposé, depuis des années, notre ami Paul Boccard.
- De nouvelles actions mondiales devraient être lancées pour un désarmement progressif mais réel dans la perspective d'une paix mondiale irréversible.

Ces mouvements devraient relancer le débat et l'action pour le règlement de tous les conflits, à commencer par ceux du Proche Orient, la fin de la guerre en Irak, un état pour les peuples israélien et palestinien vivant en paix et en sécurité.

Et s'agissant de l'Europe ? Des éléments pour une refondation de l'Union européenne doivent être affirmés pour en faire un levier d'une autre mondialisation existente. *Le comité national vient d'y consacrer une journée de travail sur la base d'un rapport de Daniel Cirera.*

Pour cela on peut s'appuyer sur les aspirations sociales pour inverser les logiques à l'œuvre de flexibilisation du travail, de pression vers le bas sur les salaires et exiger l'harmonisation par le haut, lutter contre la réduction des dépenses publiques utiles.

Cela suppose de trouver des axes de bataille accessible sur les enjeux du changement du statut et des missions de la Banque Centrale Européenne, sur le rôle de l'euro en le liant aux changements dans nos systèmes bancaires et de crédit pour l'emploi, la formation, la recherche, les investissements utiles.

On peut s'appuyer sur les aspirations à la démocratie de telle sorte que les citoyens européens puissent vraiment orienter et donc réorienter les choix européens.

On peut s'appuyer sur l'aspiration majoritaire à une Europe contrepoids des Etats-Unis et aux ravages de la mondialisation capitaliste, utile dans l'action pour le désarmement, utile pour l'action contre les inégalités, la pauvreté, la famine en s'en donnant les moyens.

En conclusion

Nous sommes vraiment entrés dans un nouveau moment historique. Nous vivons un changement d'ère qui va au-delà de la seule fin de l'Union soviétique. Le capitaliste mondialisé domine désormais la planète. Mais il se trouve dans une crise profonde, dont on ne peut pas déterminer à l'avance, la manière dont elle peut évoluer. Les contradictions qu'elles génèrent ouvrent cependant un espace nouveau, plus important qu'on ne le croit généralement, pour une force communiste moderne pour poser avec beaucoup de force, de constance, de ténacité, la question de son dépassement progressif. Cela doit se faire à partir des préoccupations, des besoins et des aspirations des peuples, de l'avenir même de la civilisation, en liant de manière inséparable les questions nationales, européennes et internationales. C'est l'un des grands enjeux de notre prochain congrès. Il y a un seul et même combat, du global au local. A nous de le faire vivre.